

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1912.

Projet de loi relatif à la reprise de la concession du chemin de fer
de Hasselt à Maeseyck.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR **M. MOYERSOEN**.

MESSIEURS,

Le projet de loi n'a soulevé aucune objection de principe ni en sections, ni en Section centrale. Il rallia l'unanimité des membres présents dans les 1^{re}, 2^e, 3^e et 5^e sections ; il fut adopté par huit voix contre une et trois abstentions dans la 4^e section et par neuf voix contre quatre abstentions dans la 6^e.

La reprise de la concession du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck répond au désir exprimé depuis plusieurs années par divers membres de la Chambre. Elle s'impose d'ailleurs à raison de la prochaine mise en exploitation des mines au Limbourg. Le régime du chemin de fer desservant cette province subira d'importantes modifications. Il importe que l'État puisse établir ses lignes nouvelles et régler son exploitation d'après un plan rationnellement établi sans être gêné en quelque manière par la présence d'une ligne concédée de faible longueur.

(1) Projet de loi, n° 167.

(2) La Section centrale, présidée par M. HARMIGNIE, était composée de MM. CARTUYVELS, POLET, LEFEBVRE, MOYERSOEN, HELLEPUTTE, DENIS.

La reprise comprend :

1° La concession proprement dite, c'est-à-dire la remise à l'État de la ligne avec tous ses terrains, ouvrages d'art, voies, bâtiments, ateliers, remise, dépendance, etc. ;

2° Conformément à la demande formulée par la Société, la cession de tout le matériel de traction et de transport, de l'outillage et du mobilier appartenant à la Société et affectés ou destinés à l'exploitation de la ligne.

Conditions financières de la reprise.

Les conditions financières de la reprise n'ont point donné lieu à discussion. Seul, un membre dans une des sections a exprimé des réserves à leur sujet parce qu'il n'avait pas été en état de vérifier les comptes.

Ces conditions sont d'ailleurs exposées clairement dans l'Exposé des motifs et dans le projet de loi, et il nous suffira de les rappeler brièvement.

A. Aux termes de l'article 10 de la Convention de concession du 14 mai 1870, le rachat sera fait moyennant le paiement d'autant d'annuités qu'il reste d'années à courir sur la durée de la concession.

Les annuités doivent être basées sur le produit net des cinq années les plus avantageuses de l'exploitation parmi les sept dernières. Elles ne peuvent en aucun cas être inférieures ni au produit net de la dernière année, ni au minimum d'intérêt garanti par l'État à la Société et qui s'élève à 150,000 francs.

Comme le produit net n'a jamais atteint ce minimum, c'est donc celui-ci qui doit constituer l'import de l'annuité.

Toutefois, l'État a soutenu que, malgré les termes formels de la convention, il y avait lieu de déduire de cette annuité le montant de certaines charges financières qui grèvent la Société.

Cette réduction a été fixée transactionnellement à une annuité de 9,073 francs.

L'annuité réelle due par l'État s'élève donc à 141,000 francs.

Comme la Société est désireuse d'entrer en liquidation, l'État se chargera d'en répartir le montant entre les ayants droit.

Il prendra donc à sa charge le service des intérêts et de l'amortissement de 1,898 obligations de 500 francs à 3 % qui restent à amortir au 1^{er} janvier 1912 en se conformant au tableau d'amortissement de la Société.

Il paiera aux 1,400 actions privilégiées de la Société un intérêt annuel de 20 francs et remboursera les titres à raison de 500 francs par titre, conformément à un tableau d'amortissement à annuités fixes qui sera dressé par le Département des Finances et qui s'étendra sur cinquante-deux années.

Il paiera aux 4,000 actions ordinaires de la Société un intérêt annuel de 15 francs et les remboursera également en cinquante-deux ans, conformément aussi à un tableau d'amortissement à annuités fixes.

Le service exigera une somme de 146,353 francs dépassant par conséquent de 5,353 francs le montant de l'annuité due par l'État.

Cette charge supplémentaire sera couverte par la Société sous forme d'une déduction à opérer sur le prix de reprise du matériel, déduction qui s'élèvera à 140,068 francs.

D'autre part, comme le tableau d'amortissement de la Société prévoit que le remboursement des obligations sera entièrement effectué pour 1923, il en résulte que la charge de l'État du chef des obligations sera majoré jusqu'en 1923 de fr. 59,201.90, mais qu'elle disparaîtra complètement après cette époque.

B. Le matériel d'exploitation, les approvisionnements, etc., seront repris moyennant remboursement de leur valeur à dire d'experts. Cette valeur, sous déduction de la somme de 140,068 francs, indiquée ci-dessus et d'une somme de 40.000 francs à titre de garantie de la remise de la ligne quitte et libre de toutes charges, sera payée dans les trois mois à partir de la date de la reprise effective de la ligne par le Gouvernement avec les intérêts à 3 %, à partir de cette date jusqu'à celle du paiement.

En résumé, les charges de la reprise s'établissent de la façon suivante :

BUDGET DES FINANCES. — Année 1912. — Intérêt à 3 % sur le prix du matériel, etc., depuis la date de la reprise effective jusqu'à celui du paiement.

Intérêt au même taux pendant un semestre sur la somme de 40,000 francs retenue à titre de garantie. Ensemble : 2,250 francs.

De 1912 à 1923. — Pour intérêts et amortissement d'un capital obligatoire de 949,000 francs : une somme annuelle de 95,470 francs.

De 1912 à 1964. — Pour intérêts et amortissement des actions privilégiées : 32,190 francs.

Pour intérêts et amortissement des actions ordinaires : 76,435 francs.

D'autre part, le crédit de 450,000 francs porté à l'article 32 du Budget de la Dette publique sera réduit à 40,000 francs.

Le Budget des Chemins de fer pour 1912 se trouve grevé d'une somme de 250,000 francs pour le rachat des approvisionnements, marchandises, des objets en fabrication et pour le paiement des dépenses d'exploitation de l'exercice en cours.

Enfin, le Budget extraordinaire de 1912 se trouvera augmenté d'une somme de 350,000 francs pour :

1° Le paiement du solde du prix de rachat du matériel de traction et de transport, de l'outillage et du mobilier;

2° Le remboursement de dépenses effectuées par la Société depuis la date à laquelle le rachat prend cours jusqu'à la date de prise en possession effective, tant en travaux de premier établissement qu'en achat de construction de matériel, d'outillage et de mobilier, etc. ;

3° Le paiement des travaux et fournitures immédiatement indispensables pour la bonne exploitation de la ligne reprise.

Situation des fonctionnaires, employés et ouvriers de la Société.

L'État a réclamé de la Société qu'elle assure le sort des employés et des ouvriers qui à cause de leur âge ou de leur état physique ne pourront être repris par l'Administration des chemins de fer.

La Section centrale a exprimé le désir de connaître quelle situation serait faite aux fonctionnaires, employés et ouvriers qui seront repris par l'État ; elle a posé à cet égard la question suivante :

Question.

On désire connaître quelles sont les mesures que M. le Ministre compte prendre à l'effet d'assurer aux ouvriers et agents de la Société du chemin de fer de Maeseyck soit une situation équivalente à celle des ouvriers et agents de l'État, soit le maintien des avantages dont ils jouissent actuellement si ceux-ci étaient supérieurs.

Réponse.

Les dispositions suivantes ont été arrêtées.

A. — *Fonctionnaires et employés.*

Les fonctionnaires et employés qui passeront à l'État seront repris avec leur grade ou leur titre pour autant que le maintien de ce grade ou titre soit compatible avec les fonctions qui leur seront attribuées à l'État ; leur traitement leur sera maintenu, sauf réduction aux maxima organiques de l'État, des rémunérations qui dépassent ces maxima, et étant bien entendu que les fonctionnaires et employés qui conserveront un grade ou un titre supérieur à celui correspondant aux attributions qui seront dévolues ne pourront, dans l'avenir, prétendre aux avantages dont jouissent les agents de ce grade ou de ce titre dans les cadres du personnel de l'État : ils n'auront droit qu'aux avantages du personnel de l'État occupant des fonctions analogues aux leurs.

Tous les fonctionnaires et employés repris formeront provisoirement un cadre distinct. Ils seront versés dans le cadre général de l'État au fur et à mesure que les circonstances le permettront.

Les commis conserveront leur titre, mais ils seront traités comme commis d'ordre. Ils ne deviendront commis effectifs qu'à la suite d'examen de promotion à organiser.

En fait, à part le directeur, les fonctionnaires et employés seront repris avec leur grade et leur rémunération. Ils obtiendront ensuite l'avancement corrélatif au grade dans lequel ils seront classés, sous réserve que leur manière de servir justifie cet avancement.

B. — *Personnel ouvrier.*

Comme les fonctionnaires et employés, les ouvriers seront repris avec leur grade ou titre et leur salaire, et ceux qui conserveront un grade ou un titre supérieur à celui correspondant aux attributions qui leur seront dévolues ne pourront, dans l'avenir, prétendre aux avantages dont jouissent les agents de ce grade ou de ce titre dans les cadres du personnel de l'État : ils n'auront droit qu'aux avantages du personnel de l'État occupant des fonctions analogues aux leurs.

En fait, tous les ouvriers seront repris avec leur rémunération, laquelle a déjà été augmentée pour 70 % d'entre eux, depuis le 15 mars, sur l'initiative du Gouvernement ; la situation des autres fait l'objet d'un examen.

Dès que le transfert à l'État aura été effectué, la carrière des ouvriers sera revue et, comme cela a été fait récemment pour les ouvriers repris des autres compagnies, les salaires seront mis en rapport avec ceux des ouvriers admis directement à l'État, en même temps qu'eux, en répartissant, toutefois, sur plusieurs exercices, l'augmentation à accorder. Des augmentations seront octroyées dès l'achèvement du travail pour lequel la Compagnie va être invitée à réunir les éléments nécessaires.

Le projet a été voté en Section centrale à l'unanimité des membres sauf une abstention.

Le Rapporteur,
R. MOYERSON.

Le Président,
HARMIGNIE.



(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 APRIL 1912.

Ontwerp van wet betreffende de overneming van de vergunning van den spoorweg
Hasselt-Maaseik ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **MOYERSON**.

MIJNE HEEREN,

Tegen dit wetsontwerp werden noch in de afdeelingen, noch in de Middenafdeeling principiele bezwaren aangevoerd. In de 1^e, de 2^e, de 3^e en de 5^e afdeeling werd het goedgekeurd met de eenparige stemmen van de aanwezige leden, in de 4^e afdeeling met acht stemmen tegen ééne en drie onthoudingen, in de 6^e met negen stemmen tegen vier onthoudingen.

De overname van de vergunning van den spoorweg Hasselt-Maaseik beantwoordt den wensch, sedert verscheidene jaren door verschillende Kamerleden uitgedrukt. Overigens, de aanstaande ontginning der mijnen in Limburg maakt haar volkomen noodzakelijk. Het spoorwegnet in deze provincie zal merkelijke wijzigingen ondergaan. De Staat dient nieuwe lijnen te kunnen aanleggen en zijn bedrijf te kunnen regelen volgens een redematig opgemaakt plan zonder op welke wijze ook te worden gehinderd door het bestaan van een vergunden spoorweg hebbende een kleine lengte.

(1) Wetsontwerp, nr 167.

(2) De Middenafdeeling was samengesteld uit de heeren HARMIGNIE, *voorzitter*, CARTUYVELS, POLET, LEFEBVRE, MOYERSON, HELLEPUTTE, DENIS.

De overname strekt zich uit :

1^o Tot de vergunning in eigenlijken zin, m. a. w. tot het overleveren, aan den Staat, van de lijn met al hare gronden, kunstwerken, sporen, gebouwen, werkplaatsen, stelplaatsen, aanhoorigheden, enz.;

2^o Overeenkomstig de door de Maatschappij gedane vraag, tot den afstand van gansch het trek- en vervoermaterieel, van het gereedschap en de meubelen die aan de Maatschappij toebehooren en gebruikt worden of bestemd zijn voor de exploitatie van den spoorweg.

Financieele voorwaarden van de overname.

De financieele voorwaarden van de overname gaven geen aanleiding tot bespreking. Een enkel lid heeft, in een der afdeelingen, voorbehoudingen gemaakt, omdat hij niet in staat was geweest de rekeningen na te zien.

Deze voorwaarden zijn duidelijk uiteengezet in de *Memorie van Toelichting* en het zal volstaan ze bondig te herhalen.

A. Luidens artikel 10 der Overeenkomst tot vergunning, van 14 Mei 1870, zal de naasting gebeuren mits betaling van evenveel annuïteiten als er jaren zijn, gedurende welke de vergunning nog van kracht moet zijn.

De annuïteiten moeten berekend worden naar de zuivere opbrengst der vijf meest winstgevende jaren van de exploitatie, genomen onder de laatste zeven jaar. In geen geval mogen zij minder bedragen dan de zuivere opbrengst van het laatste jaar, noch dan het minimum van interest, door den Staat aan de Maatschappij gewaarborgd en op 150,000 frank bepaald.

Daar de zuivere opbrengst nooit dit minimum heeft bereikt, zoo moet dit minimum beschouwd worden als het bedrag van de annuïteit.

Doch de Staat hield staande dat, ondanks de uitdrukkelijke bewoordingen van de overeenkomst, het bedrag van sommige financieele lasten, die op de Maatschappij drukken, van die annuïteit moest afgetrokken worden.

Ten gevolge van eene minnelijke schikking werd deze af te trekken som bepaald op eene annuïteit van 9,073 frank.

De door den Staat verschuldigde annuïteit bedraagt dus werkelijk 141,000 frank.

Daar de Maatschappij wenscht over te gaan tot de vereffening, zoo gelast de Staat zich, het bedrag onder de rechthebbenden te verdeelen.

Hij neemt dus te zijnen laste den dienst der interesten en der aflossing van 1,898 schuldbrieven van 500 frank tegen 3 t. h., die op 1 Januari 1912 nog af te lossen zijn, en wel overeenkomstig de aflossingstabel der Maatschappij.

Hij zal aan de 1,400 bevoorrechte aandelen der Maatschappij een jaarlijkschen interest van 20 frank betalen en de aandelen aflossen tegen 500 frank elk, overeenkomstig eene aflossingstabel met vaste annuïteiten,

welke zal opgemaakt worden door het Departement van Financiën en zich zal uitstrekken over een tijdsverloop van twee en vijftig jaar.

Hij zal aan de 4,000 gewone aandelen der Maatschappij een jaarlijkschen interest van 15 frank betalen en deze ook op een tijd van twee en vijftig jaar aflossen, overeenkomstig eene aflossingstabel met vaste annuïteiten.

Voor den dienst zal er noodig zijn eene som van 146,353 frank, dus 5,353 frank meer dan het bedrag van de door den Staat verschuldigde annuïteit.

Deze bijkomende last zal door de Maatschappij bestreden worden bij wijze van eene vermindering van den prijs der overname van het materieel; deze vermindering zal bedragen 140,068 frank.

Anderdeels, daar de aflossingstabel van de Maatschappij voorziet dat de geheele terugbetaling der schuldbrieven geëindigd zal zijn in 1923, heeft dit voor gevolg dat de last van den Staat wegens de schuldbrieven fr. 59,201.90 meer zal bedragen tot in 1923, doch na dien tijd geheel zal vervallen.

B. Het exploitatiematerieel, de voorraad, enz., zullen overgenomen worden tegen uitkeering van de door schatters vastgestelde waarde. Deze waarde, na aftrek van de hiervoren vermelde som van 140,068 frank, alsmede van eene som van 40,000 frank als waarborg van de overname der lijn vrij en onbelast, zal uitbetaald worden binnen drie maanden te rekenen van den dag der werkelijke overname van den spoorweg door de Regeering, met de interesten tegen 3 t. h. van dezen dag af tot op dien van de uitbetaling.

Kortom, de lasten van de overname zijn de volgende :

BEGROOTING VAN FINANCIËN. — Jaar 1912. — Interest tegen 3 % op den prijs van het materieel, enz., van af den datum van de werkelijke overname tot op dien van de betaling.

Interest tegen hetzelfde percent gedurende een semester op de som van 40,000 frank, als waarborg afgehouden. Te zamen 2,250 frank.

Van 1912 tot 1923. — Wegens interesten en aflossing van een verplicht kapitaal van 949,000 frank: eene jaarlijksche som van 95,470 frank.

Van 1912 tot 1964. — Wegens interesten en aflossing van de bevoorrechte aandelen: 32,190 frank.

Wegens interesten en aflossing van de gewone aandelen: 76,435 frank.

Anderdeels, wordt het krediet van 150,000 frank, bij artikel 32 van de Begrooting van 's Lands Schuld uitgetrokken, verminderd tot 10,000 frank.

Op de Begrooting van Spoorwegen voor 1912 is uitgetrokken eene som van 250,000 frank wegens afkoop van voorraad, goederen, in aanmaak zijnde voorwerpen en wegens de betaling der exploitatiekosten voor het loopende dienstjaar.

Ten slotte, wordt de Buitengewone Begrooting voor 1912 verhoogd met 350,000 frank wegens :

1° Het betalen van het saldo van den afkoop prijs van het trek- en voermaterieel, van het gereedschap en van de meubelen ;

2° De terugbetaling, aan de Naamlooze Maatschappij van den Maaseikerspoorweg, van de uitgaven door haar gedaan sedert den dag, waarop de afkoop een aanvang neemt, tot den dag der werkelijke inbezitneming, zoowel voor werken van eersten aanleg als voor aankoop en aanmaak van materieel, gereedschap en meubelen, enz. ;

3° De betaling der werken en leveringen, onmiddellijk onontbeerlijk voor den goeden dienst van de overgenomen lijn.

**Toestand van de ambtenaren, bedienden en werklieden
der Maatschappij.**

De Staat heeft aan de Maatschappij de verplichting opgelegd, dat zij den toestand verzekere van de bedienden en werklieden, die, wegens leeftijd of lichaamsgesteldheid, niet zullen kunnen overgenomen worden door het Spoorwegbestuur.

De Middenafdeeling heeft den wensch uitgedrukt te vernemen welke de toestand zijn zal van de ambtenaren, bedienden en werklieden die door den Staat zullen overgenomen worden ; hieromtrent richtte zij de volgende vraag tot den Minister :

Vraag.

Men wenscht te weten welke maatregelen de Minister denkt te nemen om aan de werklieden en bedienden der Spoorwegmaatschappij van Maaseik te verzekeren hetzij een gelijken toestand als die van 's Rijks werklieden en bedienden, hetzij het behoud van dezelfde voordeelen als die welke zij thans genieten, zoo deze grooter waren.

Antwoord.

A. — Ambtenaren en bedienden.

De ambtenaren en bedienden, die in 's Rijks dienst zullen overgaan, zullen overgenomen worden met hunnen graad of hunnen titel in zooverre het behouden van den graad of titel vereenigbaar is met het ambt, hun door den Staat opgedragen ; hunne wedde wordt behouden, behalve vermindering, tot de reglementaire maxima van den Staat, van de vergoedingen die deze maxima overschrijden ; tevens blijft het wel verstaan dat de ambtenaren en bedienden, die een hooger graad of titel zullen behouden dan dien welke overeenstemt met hunne nieuwe bediening, in de toekomst geen aanspraak zullen kunnen maken op de voordeelen toegekend aan de bedienden met dien graad of titel in het kader van 's Rijks personeel : zij

zullen slechts recht hebben op de voordeelen van 's Rijks personeel, dat gelijke ambten bekleedt als zij.

Al de overgenomen ambtenaren en bedienden zullen voorloopig een afzonderlijk kader vormen. Zij zullen in het algemeen kader van den Staat overgaan naarmate de omstandigheden het zullen veroorloven.

De klerken behouden hun titel, maar zullen behandeld worden als orderklerken. Zij zullen slechts werkelijke klerken worden na een nader te regelen bevorderingsexamen.

Feitelijk, buiten den bestuurder, zullen de ambtenaren en bedienden overgenomen worden met hunnen graad en hunne wedde. Zij zullen bevorderd worden volgens den graad waarin zij gerangschikt zijn, mits deze bevordering gebillijkt wordt door hunne trouwe diensten.

B. — *Werklieden.*

Evenals de ambtenaren en bedienden zullen de arbeiders overgenomen worden met hun graad of titel en loon, en zij, die een titel of graad behouden, welke hooger is als die van hunne bediening, zullen in de toekomst geen aanspraak kunnen maken op de voordeelen toegekend aan de bedienden met dien graad of titel in de kaders van 's Rijks personeel; zij zullen slechts recht hebben op de voordeelen toegekend aan 's Rijks personeel dat dezelfde diensten vervult als zij.

Feitelijk zullen al de werklieden overgenomen worden met hun loon dat, voor 70 l. h. hunner, reeds verhoogd werd sedert 15 Maart, en wel dank zij het optreden van de Regeering; de toestand van de overigen zal onderzocht worden.

Zoodra de werklieden in Staatsdienst zullen zijn overgegaan, zal hunne loopbaan herzien worden, en, zooals dit onlangs gebeurde voor de overgenomen werklieden van de andere maatschappijen, zullen de loonen in overeenstemming worden gebracht met die der werklieden welke rechtstreeks in dienst van den Staat traden terzelfdertijd als zij; de te verleenen verhooging zal echter verdeeld worden over verschillende dienstjaren. Verhoogingen zullen verleend worden onmiddellijk na de voltooiing van het werk, waarvoor de Maatschappij zal verzocht worden de noodige gegevens te verzamelen.

Het ontwerp werd in de Middenafdeeling met eenparige stemmen, op eene onthouding na, goedgekeurd.

De Verslaggever,
R. MOYERSOEN.

De Voorzitter,
HARMIGNIE.